



**Salaires, postes, conditions de travail, réformes :  
L'heure est à la mobilisation dans l'unité pour nos revendications  
Toutes et tous en grève le jeudi 1<sup>er</sup> février**

**SALAIRES**

Toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation. L'inflation rogne notre pouvoir d'achat, nos salaires sont bloqués. Et pour toute réponse du gouvernement : 5 points d'indice en janvier (25 € brut !), le PACTE instrument de division des personnels, le salaire « au mérite » annoncé par le président Macron lors de sa conférence de presse du 16 janvier...

→ **Nos organisations revendiquent une vraie revalorisation indiciaire pour tous les personnels et l'abandon du Pacte.**

**POSTES**

650 postes sont supprimés dans le 1<sup>er</sup> degré (40 dans l'académie de Bordeaux). Les demi-classes en mathématiques et français pour les élèves en difficultés de 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> ne sont pas alimentées par des créations de postes. Le ministère prévoit 2300 postes à cet effet (dont 1500 récupérés par la suppression de la technologie en 6<sup>ème</sup> que nous refusons) mais selon nos calculs, il en faudrait 6000.

→ **Nos organisations revendiquent la création massive de postes de titulaires pour permettre notamment d'alléger les effectifs par classe mais aussi d'assurer les remplacements. Elles exigent également davantage de personnels dans l'ensemble des équipes pluriprofessionnelles.**

**CONDITIONS DE TRAVAIL**

Formation continue saccagée, inclusion scolaire sans moyens, effectifs nombreux dans beaucoup de classes, etc. : tout cela contribue à dégrader nos conditions de travail. Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture.

→ **Nos organisations revendiquent :**

- **La défense de l'enseignement spécialisé et adapté, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.**
- **Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et de moyens humains à hauteur des besoins.**
- **L'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'Ecole inclusive (statut d'emploi d'ARE fusionnant les AESH et les AED, mise en place des pôles d'appui à la scolarité permettant à l'Education nationale de mettre la main sur les notifications MDPH).**

**REFORMES**

Le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignant·es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Elle aura un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves (elle supprime 170 heures de classe pour les élèves).

Cette volonté d'installer dans l'Education nationale un management calqué sur celui du privé, on le retrouve à travers les évaluations d'école, rejetées par les personnels.

Les mesures "Choc des savoirs" annoncées par le Ministre dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées).

→ **Nos organisations revendiquent :**

- **Le retrait de la réforme des lycées professionnels.**
- **L'abandon des évaluations d'école.**
- **Le respect du droit égal à l'instruction pour les élèves et de la liberté pédagogique.**

**Uniforme, Généralisation du SNU... les projets réactionnaires du gouvernement n'amélioreront rien ! Pour mettre en échec la politique de privatisation de l'école publique du gouvernement Macron-Attal-Oudéa-Castéra, dans nos écoles et nos établissements, établissons nos revendications.**

**Tous en grève et en manifestation le jeudi 1<sup>er</sup> février !  
(Rendez-vous à Agen, place Jayan, devant le lycée Palissy à 10 h)**